

## Préface

En décembre 1977, quelques militantes ou anciennes militantes de diverses organisations d'extrême-gauche faisaient paraître dans *Libération* un appel à toutes les femmes qui ressentaient le besoin de tirer un bilan de leur militantisme politique. La constitution d'un groupe de réflexion qu'immédiatement *Libération* devait surnommer « dissidentes », marquait la fin d'un long processus de dégradation qui se poursuivait de manière occulte dans le mouvement révolutionnaire depuis le début des années soixante-dix : à savoir la rupture avec leurs organisations de milliers de femmes venues à la politique dans l'enthousiasme de mai 68.

Cette rupture n'avait pas toujours été claire. Au cours des années 1972-1973, la plupart des femmes avaient quitté leurs groupes dans un malaise indéfinissable, sous la pression de ce qu'elles interprétaient comme des « problèmes personnels » : entrer dans la vie professionnelle, avoir des enfants, acquérir une qualification, devenait incompatible avec le rythme de la vie militante. Quelques-unes, engagées dans le mouvement féministe naissant, s'en étaient

allées dans l'incapacité de vivre de front deux engagements si contradictoires. Mais la plupart étaient parties silencieusement, par la petite porte, sans oser poser (penser) leur départ comme une question politique fondamentale et en contractant souvent dans cette « désertion » une culpabilité dont aujourd'hui encore, certaines ne se sont pas remises.

A partir de l'année 1974 pourtant, des voix de femmes s'étaient élevées, de l'intérieur même de ces organisations. Elles mettaient en question les comportements phallogratiques, les « inégalités » de statuts entre hommes et femmes, reproduites par les groupes militants, la non-prise en considération de la situation des femmes dans l'élaboration des lignes politiques, le mépris paternaliste vis-à-vis du Mouvement de Libération des Femmes... La contestation prit corps en Italie tout d'abord, où les antagonismes entre les féministes et leurs organisations éclatèrent parfois en violences physiques ; puis en France, dans la majorité des groupes de la gauche révolutionnaire. Cette contestation était le fait de femmes militant pour le compte de leurs organisations dans le Mouvement de Libération des Femmes. Elles subissaient alors un double feu de critiques peu bienveillantes : les féministes les accusaient d'être des « mecs », et de défendre en priorité les intérêts de leurs groupes — ce qui était vrai ; leurs organisations les accusaient d'être des « féministes », et de défendre prioritairement les intérêts des femmes — ce qui n'était pas faux... Contradictions qui, si elles n'étaient

\* Pour toute explicitation des sigles, se reporter au lexique page 20.

pas de tout repos, n'étaient pas non plus exemptes de marchandages : souvent, le MLF laissait les « organisées » se charger de problèmes matériels importants (préparer des manifestations, imprimer des tracts) ; souvent aussi, les « féministes » furent les premières à prendre du galon dans leurs organisations...

Petit à petit, dans la conscience d'un nombre croissant de femmes, les contradictions entre les aspirations féministes et le militantisme traditionnel, devenait un problème politique. Enfin, lorsqu'au cours du dernier trimestre 1977, l'OCT, l'un des groupes les moins dogmatiques, éclata après un très violent débat sur la question du féminisme, un nombre considérable de militantes se retrouvèrent sur le « marché » de la réflexion critique. C'était la fin de bien des illusions.

Cette rupture soudaine avec le rythme fluide et continu des départs en douceur cristallisait alors le besoin d'un bilan collectif qui devenait de plus en plus urgent. L'appel, donc, rencontra un écho immédiat. Les premières assemblées générales rassemblèrent chaque fois près d'une centaine de femmes<sup>1</sup>, et je ne me souviens pas d'avoir vécu des réunions où le désir d'échanges, de sincérité, de dépassement des anciennes querelles, fut plus pressant. Pour la première fois, nous osions critiquer nos organisations non plus de l'intérieur, entre soi, comme l'avaient

1. Des organisations suivantes : LCR, CCA, OCT, PSU, PCR, UCF, OCL, PS, PC, ainsi que des femmes de partis politiques en exil.

fait tant de militants avant nous, mais devant d'autres femmes, qui n'étaient pas là pour juger, mais pour comprendre. Pour la première fois, nous osions nous interroger nous-mêmes, ce que nous n'aurions jamais fait auparavant, bardées comme nous l'étions de directives à appliquer, de certitudes à revendre. Pour la première fois, nous étions dans des assemblées sans obligation d'y prendre la parole, sans beefsteack à défendre, tranquilles, libérées du calvaire de représenter des gens, de la peur de mal le faire, de la hantise d'une accusation que nous connaissions trop bien : la volonté de pouvoir.

Déferlement de paroles, d'interrogations ; découvertes : « Toi aussi tu as fait ça ? » Retrouvailles... A la fin de ces rencontres, nous allions dîner ensemble, nous « faisons connaissance » : pendant des années nous nous étions affrontées dans la tendance « lutte de classe » du mouvement, ligne contre ligne, et nous ne nous connaissions pas. Avec quel soulagement nous osions reparler d'épisodes dérisoires, lamentables, de notre histoire commune !

Certaines assemblées furent houleuses, agressives, lorsque notre conquête toute fraîche sur le dogmatisme semblait menacée : la première, où une militante convaincue était venue là surprendre des femmes de son organisation en flagrant délit de médisance ; celle où nous avons décidé de réfléchir à notre rapport de « femmes politisées » aux élections, et qui fut investie de militantes venues prêcher en faveur de l'Union de la gauche ; la dernière, déjà désertée par les « dissidentes », et envahie, celle-là, de femmes n'ayant pas suivi notre démarche et venues nous demander, en cette fin d'année 1978 un peu creuse, des « perspectives »...

Toutes ces rencontres furent pourtant passionnantes, et pour pouvoir les prolonger tout en commençant des réflexions précises, trois commissions furent créées. La première se réunit durant près d'une année autour du thème « qu'est-ce qu'être une femme aujourd'hui ? ». La seconde se concentra sur la question du pouvoir, produisit quelques textes, et se dispersa rapidement. La troisième — la nôtre — est la seule qui se soit maintenue. Peut-être parce qu'elle s'était donné pour but d'écrire un livre, projet tangible, concret. Peut-être aussi parce qu'elle répondait plus précisément que les autres aux interrogations qui nous avaient initialement réunies : nous voulions réfléchir à ce qui nous avait amenées dans des organisations politiques, et au contenu de nos ruptures.

Nous nous sommes donc mises au travail, à raison d'une réunion par semaine, parfois d'un week-end, durant plus de trois ans. En quelques semaines, la commission s'était stabilisée à une dizaine de femmes : vint alors une période durant laquelle nous n'avons cessé de parler, d'enregistrer, de décrire. Nous avons élu domicile chez Marie-Claire, où nous dînions ensemble après avoir discuté toute la soirée. Cycliquement, nous avons eu des moments de doute : à quoi sert de dire tout cela ? Plus nous avançons dans notre réflexion commune, plus notre incapacité à transmettre notre expérience à d'autres femmes nous paraissait flagrante. L'affaire Heide nous accabla. La machinerie organisationnelle qui se mit en place autour de cette jeune allemande torturée nous remit en présence de mécanismes classiques — que nous étions les seules, pourtant, à décoder : l'utili-